



**Assemblée générale Conseil de sécurité**

str.  
GENERALE

A/41/714  
S/18403

16 octobre 1986  
FRANCAIS  
ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE  
Quarante et unième session  
Points 21, 47, 54, 55, 60, 62, 68,  
126 et 141 de l'ordre du jour  
ANNEE INTERNATIONALE DE LA PAIX  
CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS  
EXPERIMENTALES NUCLEAIRES  
PREVENTION D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS  
DANS L'ESPACE  
APPLICATION DE LA RESOLUTION 40/88  
DE L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE  
A LA CESSATION IMMEDIATE ET A  
L'INTERDICTION DES ESSAIS D'ARMES  
NUCLEAIRES  
DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET  
EXAMEN DE L'APPLICATION DES  
RECOMMANDATIONS ET DECISIONS  
ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE  
A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE  
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA  
DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT  
DE LA SECURITE INTERNATIONALE  
RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE  
RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DU  
PRINCIPE DU NON-RECOURS A LA FORCE  
DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES  
MISE EN PLACE D'UN SYSTEME GENERAL DE  
PAIX ET DE SECURITE INTERNATIONALES

CONSEIL DE SECURITE  
Quarante et unième année

Lettre datée du 15 octobre 1986, adressée au Secrétaire général  
par le Chef adjoint de la délégation de l'Union des Républiques  
socialistes soviétiques à la quarante et unième session

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration faite  
par le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union  
soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, à la télévision soviétique.

A/41/714  
S/18403  
Français  
Page 2

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer ce texte en tant que document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 21, 47, 54, 55, 60, 62, 68, 125 et 141 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chef adjoint de la délégation de l'Union des  
Républiques socialistes soviétiques à la  
quarante et unième session de l'Assemblée  
générale des Nations Unies,

(Signé) B. PETROWSKI

ANNEXE

Déclaration faite par le Secrétaire général du Comité central  
du Parti communiste de l'Union soviétique, Mikhail Gorbatchev,  
à la télévision soviétique

Comme vous savez, ma rencontre avec le Président des Etats-Unis, Ronald Reagan, en Islande, s'est terminée avant-hier, dimanche. Une conférence de presse sur les résultats de cette rencontre a été retransmise à la télévision. Le texte de ma déclaration et de mes réponses aux journalistes a été publié.

De retour dans notre patrie, j'estime de mon devoir de vous faire savoir comment s'est déroulée cette rencontre et comment nous évaluons ce qui s'est passé à Reykjavik.

Les résultats de la rencontre dans la capitale islandaise viennent à peine d'être examinés lors d'une séance du Politburo. Demain sera publié un communiqué indiquant l'appréciation donnée par les dirigeants de notre pays à cet événement politique majeur dont les suites, nous en sommes convaincus, se feront sentir longtemps dans les relations internationales.

Avant Reykjavik, on a beaucoup parlé et beaucoup écrit sur la rencontre à venir. Comme cela se passe en pareil cas, bien des conjectures ont été faites, bien des opinions émises. Rien de plus naturel. Et cette fois-ci aussi, on n'a pas manqué de se livrer à des hypothèses.

Maintenant que la rencontre est terminée, ses résultats sont au centre de l'attention de l'opinion mondiale. Chacun veut savoir ce qui s'est passé, sur quoi cette rencontre a débouché et que sera dès lors le monde de demain?

Nous nous sommes efforcés lors de cette rencontre à Reykjavik de donner la priorité aux principales questions de la politique mondiale, à savoir la cessation de la course aux armements et le désarmement nucléaire. C'est ce qui s'est effectivement produit.

Quels sont les motifs de notre persistance dans cet ordre d'idées? On entend souvent dire à l'étranger qu'elle s'explique par nos difficultés intérieures. D'aucuns ont échafaudé à l'Occident une thèse selon laquelle l'Union soviétique ne pourra, en fin de compte, soutenir, du point de vue économique, la poursuite de la course aux armements, qu'elle s'effondrera et se prosternera devant l'Occident. Il suffirait seulement de la soumettre à des pressions encore plus fortes et d'étayer encore davantage la position de force. En fait c'est bien ce qu'on a cru déceler dans la déclaration faite par le Président des Etats-Unis, immédiatement après notre rencontre.

Plus d'une fois j'ai été amené à dire que de tels plans sont non seulement bâtis sur le sable, mais aussi qu'ils sont dangereux dans la mesure où ils peuvent entraîner des décisions politiques désastreuses. Nous connaissons nos propres problèmes mieux que quiconque. Ils existent, nous les examinons et nous les réglons ouvertement. A cet égard, nous avons nos plans, nos approches, nous avons

la volonté commune du Parti et du peuple. En tout état de cause, je dois dire que l'Union soviétique est aujourd'hui forte par sa cohésion, par l'activité politique du peuple, par son dynamisme. Je pense que ces tendances et, partant, la force de notre société ne feront que croître.

Nous saurons toujours nous défendre. L'Union soviétique est à même de répondre à n'importe quel défi si la situation l'exige. Les citoyens soviétiques le savent et le monde entier doit le savoir. Mais nous n'entendons pas jouer à la politique de force. C'est un passe-temps bien trop dangereux à l'âge des missiles nucléaires.

Nous sommes fermement convaincus que l'état fébrile qui règne dans les relations internationales risque de provoquer une crise soudaine et désastreuse. Des mesures concrètes sont indispensables pour garder l'abîme nucléaire à distance. Des efforts américano-soviétiques concertés, ainsi que ceux de l'ensemble de la communauté internationale, sont nécessaires pour améliorer du tout au tout les relations internationales.

Soucieux de servir ces objectifs, la veille de la rencontre, avant même d'avoir reçu l'assentiment du président Reagan à notre réunion, les dirigeants soviétiques ont effectué un important travail préparatoire. Y ont pris part, outre le Politburo et le Secrétariat du Comité central, le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de la défense, d'autres départements, des scientifiques, des experts militaires et des spécialistes de diverses branches de l'industrie. Les positions que nous avons élaborées en vue de la rencontre à Reykjavik ont été l'aboutissement de maintes vastes discussions avec nos amis, avec les dirigeants des pays de la communauté socialiste. Nous nous sommes efforcés d'aborder cette rencontre sur le plan des principes et de présenter des propositions d'une portée considérable.

Passons à présent à la rencontre elle-même - à la manière dont elle s'est déroulée. Il faut en parler non seulement pour rétablir la vérité que nos partenaires aux entretiens de Reykjavik sont déjà en train de déformer, mais aussi et surtout pour vous informer de ce que nous avons l'intention de faire maintenant.

Le premier entretien avec le président Reagan a commencé samedi à 10 h 30. Après les salutations d'usage en de telles occasions et un bref contact avec les journalistes, nous nous sommes retrouvés tous les deux face à face, avec la seule compagnie des interprètes. Nous avons procédé à un échange de vues sur la situation en général, sur la manière dont le dialogue entre nos pays s'est engagé et nous avons défini les problèmes à débattre.

Après quoi j'ai demandé au Président d'écouter nos propositions concrètes sur les principales questions qui ont motivé notre rencontre. Je me suis déjà étendu longuement sur celles-ci lors de la conférence de presse mais j'aimerais tout de même les rappeler brièvement.

Lors de ces entretiens, nous avons présenté tout un ensemble de mesures importantes qui, si elles avaient été acceptées, auraient instauré une ère nouvelle dans la vie de l'humanité - l'ère non nucléaire. Elles auraient marqué dans la

situation mondiale un tournant décisif, dont la possibilité était à la fois réelle et évidente. Il ne s'agissait plus désormais de limiter les armements nucléaires, comme lors des traités SALT-I, SALT-II et autres, mais d'éliminer l'arme nucléaire dans des délais relativement brefs.

La première proposition concernait les armes offensives stratégiques. J'ai déclaré que nous étions prêts à les réduire de 50 p. 100 au cours des cinq premières années. Les armes stratégiques déployées sur terre, dans l'eau et dans l'espace seraient ainsi diminuées de moitié. Afin de faciliter une entente, nous avons fait une importante concession en renonçant à nos précédentes demandes d'inclure dans l'égalisation stratégique les missiles américains à moyenne portée, qui peuvent atteindre notre territoire, ainsi que les systèmes avancés américains. Nous étions prêts à tenir compte de la préoccupation des Etats-Unis concernant nos missiles lourds. Nous avons examiné la proposition relative aux armements stratégiques dans l'optique de leur élimination totale, ainsi que nous l'avions proposé le 15 janvier dernier.

Notre deuxième proposition concernait les missiles à moyenne portée. J'ai proposé au Président d'éliminer totalement les missiles soviétiques et américains de cette catégorie en Europe. Sur ce point aussi, nous avons fait une importante concession, déclarant qu'à la différence de notre position antérieure, les missiles nucléaires du Royaume-Uni et de la France ne seraient pas pris en compte. Nous sommes partis du principe qu'il fallait préparer le terrain à une détente en Europe, libérer les peuples européens de la crainte d'une catastrophe nucléaire, pour poursuivre ensuite sur cette lancée, jusqu'à l'élimination de tous les armements nucléaires. Vous admettez que c'est là une démarche audacieuse de notre part.

Sachant d'avance quelles seraient les objections possibles, nous avons indiqué que nous étions disposés à accepter le gel des missiles d'une portée inférieure à 1 000 km et à entamer immédiatement des négociations sur ce qu'on en ferait. En ce qui concerne les missiles à moyenne portée déployés dans la partie asiatique de notre pays - question qui avait toujours figuré dans "l'option globale" du président Reagan - nous avons proposé d'entamer immédiatement des négociations sur ce point aussi. Comme vous voyez, c'était là des propositions sérieuses et de grande envergure, offrant la possibilité d'apporter une solution radicale à ce problème également.

La troisième question que j'ai soulevée devant le Président lors du premier entretien et qui fait partie intégrante de notre ensemble de propositions concernait le Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles balistiques et le Traité sur l'interdiction des essais nucléaires. Notre approche est la suivante : puisque nous nous engageons dans une situation entièrement nouvelle, marquée par le début d'une réduction substantielle des armes nucléaires et du processus de leur élimination dans un délai prévisible, il est indispensable de se prémunir contre des événements imprévisibles de toute sorte. Il s'agit là d'armements qui ont constitué jusqu'à présent le pivot de la défense de notre pays.

Aussi convient-il d'exclure, d'une part, tout ce qui pourrait compromettre l'équilibre des forces au cours du désarmement et, d'autre part, toute possibilité de créer des armes d'un type nouveau, susceptibles de garantir la supériorité militaire. Nous considérons que notre position est parfaitement légitime et logique.

Aussi avons-nous fermement déclaré qu'il était nécessaire de respecter rigoureusement le Traité de 1972 sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles balistiques, d'une durée illimitée. De plus, afin de renforcer le régime de ce traité, nous avons proposé au Président que les Etats-Unis et l'Union soviétique prennent l'engagement commun de ne pas exercer leur droit de se retirer du Traité pendant au moins 10 ans et d'éliminer les armements stratégiques au cours de cette période.

Tenant compte des difficultés particulières que le gouvernement Reagan s'était créées lui-même à propos de ce problème, lorsque le Président s'est engagé personnellement en faveur de l'armement spatial, c'est-à-dire en faveur de ce qu'il est convenu d'appeler l'IDS, nous n'avons pas exigé une interruption des travaux dans ce domaine. Il était entendu cependant que toutes les dispositions du Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles balistiques seraient observées à la lettre, c'est-à-dire que les recherches et les essais dans ce domaine seraient confinés au laboratoire. Cette limitation s'appliquerait dans les mêmes termes aux Etats-Unis et à l'URSS.

En nous écoutant, le Président a formulé des observations et demandé des précisions sur certains points. Au cours de l'entretien, nous avons résolument et très nettement posé la question du contrôle, vu dans le contexte de la situation postnucléaire. Cette situation exige une responsabilité particulière. J'ai dit au Président que si les deux pays s'engagent sur la voie du désarmement nucléaire, l'Union soviétique durcira sa position à propos du contrôle. Celui-ci doit être réel, global et vigilant. Il doit faire naître une confiance totale dans l'observation de l'accord et comporter le droit d'inspection sur les sites.

Je dois vous dire, camarades, que la première réaction du Président n'a pas été entièrement négative. Il a même dit : "Ce que vous venez de dire nous donne des raisons d'espérer". Cependant, il n'a pas échappé à notre attention que nos partenaires (nos camarades Chevardnadzé et George Shultz s'étaient déjà associés à l'entretien) semblaient quelque peu désorientés. Entre-temps, leurs remarques, faites séparément, ont laissé immédiatement transparaître des doutes et des objections. Le Président et le Secrétaire d'Etat ont commencé immédiatement à parler de divergences et de désaccords. Nous avons nettement décelé dans leurs interventions des thèmes éculés et bien connus dont nous avons été gratifiés pendant de longs mois lors des négociations de Genève : on nous a rappelé toutes sortes de sous-niveaux dans le domaine des armements nucléaires stratégiques, la "solution intérimaire" sur les missiles en Europe et que nous, l'Union soviétique, devrions nous associer au programme de l'IDS et remplacer le Traité existant sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles balistiques par un autre accord, et bien d'autres choses du même acabit.

J'ai marqué notre surprise. Comment cela? Nous proposons d'accepter "l'option zéro" américaine en Europe et de nous asseoir à la table des négociations pour débattre des missiles à moyenne portée en Asie, et vous, Monsieur le Président, vous vous écartez de votre position antérieure. C'est à n'y rien comprendre.

Quant aux missiles antimissiles, nous proposons de préserver et renforcer ce traité fondamental et important alors que vous voulez y renoncer et proposez même de le remplacer par quelque nouvel accord et de détruire ainsi - en renonçant à l'accord SALT-II - le mécanisme qui protège la stabilité stratégique. Cela aussi est incompréhensible.

Comme je l'ai dit, les plans d'IDS, nous les avons compris. Si les Etats-Unis déploient un système tripartite de missiles antimissiles dans l'espace, nous y répondrons. Mais c'est autre chose qui nous préoccupe : l'IDS marquerait l'introduction des armements dans un nouveau milieu, donc une déstabilisation de la situation stratégique et une nouvelle détérioration par rapport à aujourd'hui. Si c'est ce que veulent les Etats-Unis, il n'y a qu'à le dire. Mais si vous voulez effectivement avoir une sécurité durable pour votre peuple, pour le monde entier, la position américaine est absolument insoutenable.

J'ai franchement dit au Président : Nous avons présenté de nouvelles propositions importantes et nous nous entendons dire maintenant ce que plus personne ne veut entendre et qui ne peut mener à rien. Je vous demande, Monsieur le Président, d'examiner encore une fois attentivement nos propositions et d'y répondre point par point. En même temps, je lui ai remis, traduit en anglais, un projet, établi encore à Moscou, de directives que, si nous parvenons à un accord de principe, nous pourrions remettre à nos ministres des affaires étrangères et à divers services en leur demandant de préparer trois projets d'accord. Ensuite, nous pourrions les signer à l'occasion de ma visite aux Etats-Unis.

L'après-midi, nous nous sommes rencontrés de nouveau. Le Président a annoncé une position définie dans l'intervalle. Dès les premières phrases, il est devenu évident qu'on nous proposait de nouveau ce qu'à ma conférence de presse j'ai appelé "des vieilleries aux relents de naphthaline", qui étouffent déjà les négociations de Genève : toutes sortes d'options intermédiaires, de chiffres, de niveaux, de sous-niveaux, etc. Pas une pensée nouvelle, pas une approche inédite, pas une idée qui contienne fût-ce l'ombre d'une solution, d'un pas en avant.

Il est devenu clair, mes chers amis, que les Américains sont venus à Reykjavik les mains vides. On a l'impression qu'ils sont venus seulement pour recueillir les fruits dans leur panier.

La situation est devenue dramatique.

Le Président des Etats-Unis n'est pas prêt à apporter des solutions de grande envergure aux questions de principe, à faire la moitié du chemin pour donner un nouvel élan aux négociations, les rendre fructueuses et encourageantes. Et c'est précisément ce que j'invitais le Président à faire dans la lettre dans laquelle

j'avais formulé l'idée de nous rencontrer immédiatement et sans délai pour donner un nouvel élan au niveau le plus élevé dans les deux pays, aux négociations sur le désarmement nucléaire.

Convaincus que nous étions que nos propositions sont raisonnables et tiennent compte des intérêts de l'autre partie, nous avons décidé de ne pas relâcher nos efforts pour amener un progrès décisif au cours de la rencontre. Après nombre de demandes de précisions, il y a eu une lueur d'espoir sur la question des armes stratégiques. Nous avons saisi cette occasion pour faire encore un pas important dans la recherche d'un compromis. J'ai dit au Président : Vous avez et nous avons trois catégories d'armes stratégiques offensives : les missiles basés à terre, les sous-marins stratégiques et les bombardiers stratégiques. Décidons donc d'opérer une réduction de 50 p. 100 pour chacune de ces catégories. Ceci élimine la nécessité de toutes sortes de niveaux et sous-niveaux, de toutes sortes de calculs.

Après de longs débats, nous sommes parvenus à une compréhension mutuelle au sujet de cette question.

Ensuite, la discussion s'est engagée sur le problème des missiles à moyenne portée. Les Américains défendaient opiniâtrement l'option dite intermédiaire - ils conserveraient une partie de leurs missiles déployés en Europe, y compris les Pershing-2, et, bien entendu, nous garderions des SS-20 en proportion. Nous étions catégoriquement opposés à cette idée. J'ai déjà eu l'occasion d'expliquer pourquoi. L'Europe mérite d'être débarrassée des armes nucléaires, de ne plus être un otage nucléaire. Il était difficile au Président d'être contre sa propre "option zéro", qu'il préconisait depuis si longtemps. Et pourtant, nous avons senti que les Américains voulaient faire échouer l'accord, sous le prétexte de se préoccuper de leurs alliés en Asie.

La partie américaine a avancé beaucoup d'idées inconsistantes. Ce serait gênant de répéter tout cela ici. Les négociations n'ont commencé à progresser que quand, sur ce point aussi, nous avons fait un nouveau pas en avant - nous avons accepté la formule zéro fusée en Europe et 100 charges par missile à moyenne portée chez nous sur la partie orientale du territoire et chez les Américains sur le territoire des Etats-Unis. L'essentiel c'est que nous avons pu convenir de débarrasser le continent européen des missiles nucléaires.

Nous sommes donc parvenus à un accord sur la question des missiles à moyenne portée aussi. Un important pas en avant a également été franchi dans cette direction sur le plan du désarmement nucléaire. Le Gouvernement américain n'a pas réussi à éluder nos efforts persistants pour obtenir des résultats positifs.

Mais il restait la question des missiles antimissiles et de l'interdiction des essais nucléaires.

Avant notre rencontre du lendemain dimanche, qui devait être la troisième et dernière, deux groupes d'experts ont travaillé toute la nuit, l'un chez nous, l'autre chez les Américains. Ils ont minutieusement analysé ce qui avait été examiné lors des deux rencontres précédentes avec le Président et ils nous ont présenté, à moi-même et au Président respectivement, les résultats de leurs débats nocturnes.



Le bilan était le suivant : sur les armes stratégiques offensives et les missiles à moyenne portée, il semblait possible d'entamer l'élaboration des accords.

Le Traité sur les missiles antimissiles revêtait une signification fondamentale dans ces conditions. Son rôle devenait encore plus important. Peut-on, disais-je, démolir ce qui a permis jusqu'à présent de freiner quelque peu la course aux armements? Si nous commençons maintenant à réduire les armes stratégiques et les missiles nucléaires à moyenne portée, les deux parties doivent avoir la certitude que personne ne développera en même temps de nouveaux systèmes, qui saperait la stabilité et la parité. Il me paraît donc parfaitement logique de fixer un délai - les Américains parlaient de sept ans, nous avons proposé un délai de 10 ans, tout comme les armes nucléaires doivent être détruites en 10 ans - pendant lequel la partie soviétique et la partie américaine renonceront à exercer leur droit - et ce droit elles l'ont - de se retirer du Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles et limiteront la recherche et les essais aux laboratoires.

Vous avez compris je pense, pourquoi 10 ans justement? Ce n'est pas une coïncidence. Le raisonnement est simple et honnête. On détruit la première moitié des armes stratégiques pendant les cinq premières années et la deuxième moitié pendant les cinq années suivantes. Cela fait 10 ans.

J'ai d'ailleurs proposé de charger nos représentants compétents d'entamer des négociations de grande envergure sur la cessation des essais nucléaires dans le dessein d'élaborer en fin de compte un traité d'interdiction totale et définitive. Et au cours de ce processus - ici aussi nous avons fait preuve de souplesse et adopté une position constructive - il serait possible de résoudre accessoirement des problèmes spécifiques concernant les explosions nucléaires.

En réponse, nous avons de nouveau entendu du président Reagan des raisonnements qui nous sont familiers depuis Genève, et aussi d'après ses déclarations publiques : l'IDS est un système de défense, si nous détruisons les arsenaux nucléaires, comment pourrions-nous nous protéger contre le premier fou qui aura entre les mains l'arme nucléaire, il est prêt à partager avec nous les résultats de la recherche sur l'IDS. A cette dernière observation j'ai répondu : Monsieur le Président, je ne prendrai pas cette idée au sérieux, l'idée de partager avec vous les résultats de la recherche sur l'IDS. En ce moment vous ne voulez même pas partager avec nous de l'équipement pétrolier ou du matériel de laiterie et vous pensez que nous croyons à votre promesse de partager avec nous les résultats de la recherche sur l'IDS. Ce serait en quelque sorte une "deuxième révolution américaine" et les révolutions, il n'y en a plus si souvent. Soyons, ai-je ajouté, réalistes et pragmatiques, c'est plus sûr. Il s'agit de questions trop sérieuses.

A propos, en tentant de justifier sa position sur l'IDS, le Président a dit hier qu'il avait besoin de ce programme pour que l'Amérique et ses alliés restent invulnérables aux missiles soviétiques. Comme vous voyez il n'est plus question de forces. La "menace soviétique" revient au grand jour.

Mais ce n'est qu'une ruse. En effet, nous avons proposé la destruction, sous contrôle rigoureux, non seulement des armes stratégiques mais de toutes les armes nucléaires dont disposent les Etats-Unis et l'URSS.

D'où vient cette nécessité de protéger la "liberté de l'Amérique" et de ses amis contre les missiles soviétiques, puisque ces missiles il n'y en aura plus?

S'il n'y a pas d'armes nucléaires, à quoi bon s'en protéger? Cela signifie que toute cette invention de "guerre des étoiles" a un caractère foncièrement militariste et qu'elle vise la supériorité militaire sur l'Union soviétique.

Revenons cependant aux négociations. Même si un accord s'était fait sur les armes stratégiques et sur les missiles à moyenne portée, il était prématuré de croire que tout était réglé définitivement à l'issue des deux premiers entretiens. Il restait encore une journée entière, près de huit heures de discussions ininterrompues et tendues, au cours desquelles il fallait sans cesse revenir sur ces questions qui semblaient déjà réglées.

Dans ces discussions, le Président s'est efforcé d'aborder également des problèmes idéologiques, démontrant à tout le moins qu'il ne connaissait et ne comprenait absolument pas le monde socialiste ou ce qui s'y passe. J'ai repoussé toute tentative de lier des divergences idéologiques à des questions relatives à la cessation de la course aux armements. Je ramenaï constamment le Président et le Secrétaire d'Etat à l'objet de notre rencontre à Reykjavik. Sans cesse fallait-il rappeler à mes interlocuteurs le troisième élément de notre série de propositions sans lequel un accord sur l'ensemble était impossible. Je veux parler de la nécessité de respecter rigoureusement le Traité sur les missiles antimissiles, de consolider le régime de ce traité essentiel et d'interdire les essais nucléaires.

Sans cesse fallait-il se pencher sur des points qui paraissaient parfaitement clairs : une fois la décision prise de procéder à des réductions radicales des arsenaux nucléaires, il faut créer une situation excluant toute tentative d'ébranler la stabilité stratégique et de tourner le Traité, que ce soit en paroles ou en actions. D'où la nécessité d'avoir confiance dans la pérennité du Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles. Monsieur le Président, ai-je dit, vous devez accepter qu'une fois que nous aurons commencé à réduire les arsenaux nucléaires, nous devons avoir pleinement confiance que les Etats-Unis ne feront rien à l'insu de l'URSS et que l'Union soviétique aussi ne fera rien à l'insu des Etats-Unis, rien qui constitue une menace pour notre sécurité, rien qui déprécie le Traité et crée des obstacles.

D'où la nécessité fondamentale de renforcer le Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques et de se limiter à des études en laboratoire sans les étendre à l'espace. Les dix années pendant lesquelles les parties ne se prévaudraient pas du droit de se retirer du Traité sont nécessaires pour veiller à ce que, tout en réglant le problème de la réduction des armements, on préserve la sécurité de chacune des parties, et j'irai plus loin, la sécurité du monde.

Mais les intentions des Américains étaient manifestement tout autres. Nous avons vu que les Etats-Unis cherchaient en fait à affaiblir le Traité, à le réviser de façon à pouvoir élaborer un vaste système AM dans l'espace, ne servant que leurs seuls intérêts. Il aurait été tout simplement irresponsable de ma part d'accepter un tel marché.

S'agissant des essais nucléaires, les raisons pour lesquelles les Américains ne souhaitent pas entamer sérieusement des négociations sur le sujet étaient parfaitement claires. Ils préféreraient les faire traîner et reporter pendant des dizaines d'années le règlement du problème de l'interdiction de ces essais. Nous avons dû, pour la énième fois, rejeter ces tentatives d'utiliser les entretiens comme un écran, leur laissant les mains libres pour poursuivre leurs explosions. J'ai déclaré franchement que j'avais des doutes quant à la sincérité des Etats-Unis. Fallait-il voir dans leur attitude quelque chose qui pouvait porter préjudice à l'Union soviétique? Comment pouvait-on parvenir à un accord sur l'élimination des armes nucléaires si les Etats-Unis continuaient à les perfectionner? Et pourtant, nous avons l'impression que le principal obstacle était l'initiative de défense stratégique. En l'éliminant nous pouvions nous entendre également sur l'arrêt des essais nucléaires.

Arrivé à un certain stade des entretiens, lorsqu'il est devenu parfaitement clair que l'on perdrait son temps en les poursuivant j'ai rappelé à nos interlocuteurs que nous avons proposé un ensemble précis de mesures et leur ai demandé de les examiner comme un tout. Si nous étions parvenus à adopter une position commune sur une réduction sensible des armes nucléaires sans pouvoir toutefois nous entendre sur l'IDS et sur les essais nucléaires, tout ce que nous avons essayé de construire s'écroulait.

Le Président et le Secrétaire d'Etat ont été froissés par notre fermeté, mais il m'était impossible de présenter les choses autrement car il en allait de la sécurité de notre pays, de la sécurité du monde entier, de tous les peuples et de tous les continents.

Nous avons présenté des propositions très importantes, de grande ampleur, des propositions de compromis; nous avons fait des concessions. Mais nous ne voyions pas chez les Américains le moindre désir d'en faire de même et de répondre positivement. Nous étions dans l'impasse. Nous avons commencé alors à réfléchir à la façon de mettre fin à cette réunion. Nous avons pourtant continué à nous efforcer d'inciter nos partenaires à entamer un dialogue constructif.

L'entretien qui devait être le dernier de notre réunion nous laissait très peu de temps. Dans ces circonstances, plutôt que de nous séparer pour repartir, nous vers Moscou, les Américains vers Washington, nous avons annoncé une nouvelle pause, afin de permettre aux deux parties de réfléchir encore et de se retrouver après le déjeuner. Lorsque nous sommes retournés à la résidence du maire, après cette pause, nous avons de nouveau tenté d'assurer le succès de la réunion. Nous avons proposé, pour aboutir à un résultat positif, le texte suivant :

"L'URSS et les Etats-Unis s'engagent à ne pas user pendant dix ans de leur droit de se retirer du Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques et à observer rigoureusement pendant cette période toutes ses dispositions. Il sera interdit de procéder dans l'espace à l'essai de tous éléments spatiaux antimissiles; les recherches et les essais devront être effectués uniquement en laboratoire.

Pendant les cinq premières années de cette décennie (jusqu'en 1991 inclus) les armes stratégiques offensives des deux parties seront réduites de 50 p. 100.

Au cours des cinq années suivantes, on éliminera les 50 p. 100 restants des armes offensives stratégiques des deux parties

Ainsi, les armes offensives stratégiques de l'URSS et des Etats-Unis seront entièrement liquidées d'ici à la fin de 1996."

Lorsque j'ai commenté ce texte, j'ai ajouté un point important concernant le document qui avait été remis au Président à la fin de notre premier entretien, à savoir qu'à l'issue de ces 10 années, lorsqu'il n'y aurait plus d'armes nucléaires, nous proposons de prendre, dans le cadre de négociations spéciales, des décisions mutuellement acceptables quant à l'attitude à adopter par la suite.

Mais cette fois encore, nos tentatives de parvenir à un accord n'ont donné aucun résultat. Pendant quatre heures, nous avons de nouveau essayé de persuader nos interlocuteurs du bien-fondé de notre approche qui ne les menaçait en rien et qui ne compromettait pas la sécurité véritable des Etats-Unis. Mais plus le temps passait, plus il devenait manifeste que les Américains n'accepteraient pas pour l'IDS de confiner la recherche-développement et les essais dans les limites des laboratoires. Ils étaient déterminés à aller dans l'espace.

J'ai déclaré avec fermeté que nous n'accepterions jamais de contribuer nous-mêmes à saper le Traité sur la limitation des systèmes antimissiles balistiques. Il s'agit pour nous d'une question de principe, d'une question de sécurité nationale.

Il suffisait littéralement de faire un pas, ou deux ou trois, pour parvenir à des décisions qui pouvaient devenir historiques pour toute l'ère de l'espace et du nucléaire. Mais ce ou ces pas nous n'avons pu les faire. Aucun tournant n'a été pris dans l'histoire du monde, bien que, cela je le répète avec conviction, aurait été possible.

Nous avons cependant la conscience tranquille et personne ne peut nous reprocher quoi que ce soit. Nous avons fait tout ce que nous avons pu.

Nos interlocuteurs ont fait preuve d'étroitesse de vues. Ils n'ont pas compris que l'occasion était unique et ont, en fin de compte, manqué du courage, du sens des responsabilités et de la volonté politique si nécessaires pour régler les problèmes fondamentaux et pressants de notre monde. Ils sont restés sur des positions que le temps a déjà érodées et qui ne correspondent plus aux réalités actuelles.

Des étrangers m'ont demandé en Islande et mes camarades me demandent ici même quelles sont, à mon avis, les raisons de l'attitude adoptée par la délégation américaine à la réunion de Reykjavik? Elles sont nombreuses, tant subjectives qu'objectives. La principale cependant est que les dirigeants de ce grand pays dépendent trop de leur complexe militaro-industriel et des monopoles qui ont fait de la course aux armements nucléaires et autres une véritable activité économique, un moyen de réaliser des profits, leur fin ultime et leur raison d'être.

Il me semble que dans leur évaluation de la situation, les Américains commettent deux erreurs graves.

La première est une erreur tactique. Ils pensent que l'Union soviétique finira par prendre son parti des tentatives de relance du diktat stratégique américain et acceptera de limiter et de réduire unilatéralement ses armements. Selon eux, en effet, elle souhaiterait plus que les Etats-Unis, parvenir à un accord de désarmement. C'est là se tromper profondément. Plus vite le Gouvernement américain abandonnera cette idée - je le répète, pour la centième fois peut-être - mieux ce sera pour eux, pour nos relations, et pour la situation mondiale en général.

L'autre erreur est stratégique. Les Etats-Unis cherchent à épuiser économiquement l'Union soviétique par une course à des armements spatiaux très modernes et coûteux. Ils veulent imposer aux gouvernants soviétiques des difficultés en tout genre, faire échouer leurs plans, notamment dans le domaine social et en ce qui concerne l'amélioration du niveau de vie de la population, provoquant ainsi le mécontentement. Ils veulent aussi, ce faisant, limiter les possibilités de coopération économique entre l'Union soviétique et les pays en développement qui se trouveraient contraints, dans ces circonstances, d'aller tous se prosterner devant les Etats-Unis. Ce sont là des desseins de grande envergure. La politique stratégique du Gouvernement américain actuel repose également sur des illusions. Washington ne semble pas vouloir se donner la peine d'analyser de façon approfondie les changements qui ont actuellement lieu dans notre pays, ne souhaite pas en tirer les conclusions pratiques qui s'imposent pour sa politique, mais se contente de vœux pieux. Et, c'est sur ces illusions que se fonde la politique adoptée à l'égard de l'Union soviétique.

Il n'est évidemment pas difficile d'en prévoir toutes les conséquences à long terme. Une chose est déjà claire pour nous : elle n'apportera, elle ne peut apporter, rien de positif à qui que ce soit, y compris aux Etats-Unis.

Avant de m'adresser à vous, j'ai lu la déclaration du Président des Etats-Unis sur la réunion de Reykjavik. Il est à noter que le Président s'approprie toutes les propositions qui y ont été discutées. Eh bien il faut croire que ces propositions sont bien séduisantes pour les Américains et pour les peuples du monde pour que l'on recoure à une telle ruse. Ce n'est pas la vanité qui nous étouffe mais il est important que le monde ait une image juste de ce qui s'est passé à Reykjavik.

Ensuite, comme je l'ai déjà dit lors de la conférence de presse, ce qui a été fait avant Reykjavik et à Reykjavik même ne l'aura pas été en vain. Pour notre part, nous avons beaucoup réfléchi à l'occasion de cette rencontre, et nous avons passé en revue un grand nombre de questions. Maintenant, la voie qui permet de poursuivre la lutte en faveur de la paix et du désarmement est mieux déblayée. Nous nous sommes débarassés des obstacles accumulés, des petits détails et des stéréotypes qui paralysaient toute nouvelle initiative dans ce domaine essentiel de notre politique.

Nous savons où nous en sommes, et nous voyons plus clairement quelles sont nos possibilités. Les travaux préparatoires à la rencontre de Reykjavik nous ont aidés à mettre sur pied une plate-forme, nouvelle et audacieuse, qui accroît nos chances de réussite finale. Cette plate-forme correspond aux intérêts de notre peuple et de notre société, au moment où celle-ci aborde une nouvelle étape de son

développement socialiste. Elle répond en même temps aux intérêts de tous les autres pays et peuples et, à ce titre, mérite crédit. Nous sommes persuadés qu'elle sera accueillie avec compréhension dans de nombreux pays du monde et dans les milieux politiques et sociaux les plus divers.

Je pense que, dans le monde entier, de très nombreuses personnes, notamment celles qui sont investies du pouvoir, peuvent et doivent tirer de la rencontre de Reykjavik d'importantes conclusions. Il faut que tous réfléchissent inlassablement à ce qui s'est passé et se demandent pourquoi des efforts aussi opiniâtres pour effectuer une percée, pour progresser vers un monde sans armes nucléaires et une sécurité générale n'ont, cette fois encore, pas eu le résultat attendu.

Je veux espérer que le président Reagan se fait aujourd'hui une idée plus précise et plus complète de notre analyse, des intentions de l'Union soviétique ainsi que de la mesure et des limites dans lesquelles la position soviétique peut évoluer. S'il s'en fait une idée plus précise et plus complète, en particulier, c'est parce qu'il a bénéficié d'explications de première main sur nos mesures constructives en faveur de la stabilisation et de l'assainissement de la situation internationale.

Bien entendu, il faudra laisser aux dirigeants américains un certain temps.

Nous sommes réalistes, et nous comprenons parfaitement que des questions qui n'ont pas reçu de solution pendant des années, et même des décennies, peuvent difficilement se résoudre d'un coup. Nous avons aussi une expérience non négligeable de la conduite des affaires avec les Etats-Unis. Nous savons combien là-bas le climat politique est changeant, nous n'ignorons pas la puissance et l'influence des adversaires de la paix de l'autre côté de l'océan. Tout cela n'est pour nous ni nouveau ni surprenant.

Si nous ne baissons pas les bras, si nous ne claquons pas la porte, si nous ne nous laissons pas emporter - bien que nous ayons toutes les raisons au monde pour le faire -, c'est uniquement parce que nous sommes sincèrement convaincus de la nécessité d'entreprendre de nouveaux efforts pour qu'à l'ère nucléaire des relations normales s'établissent entre les Etats. Il n'y a tout simplement pas d'autre issue.

J'ajouterai enfin qu'après la rencontre de Reykjavik la fameuse IDS apparaît toujours plus aux yeux du monde comme le symbole de l'obstruction à la cause de la paix, comme la quintessence des conceptions militaristes et l'expression même du refus de soustraire l'humanité à la menace nucléaire. On ne peut y voir autre chose, et cela, c'est la leçon la plus importante de la rencontre de Reykjavik.

Pour dresser un bref bilan de ces journées très denses, je dirai que cette rencontre a été un événement considérable. Elle a permis de procéder à une réévaluation. Une situation qualitativement autre a été créée et personne ne peut plus agir comme avant. La rencontre a été utile. Elle a permis d'envisager de franchir une nouvelle étape qui permettrait une réelle amélioration des choses à condition que les Etats-Unis adoptent enfin une position réaliste et reviennent à des considérations moins chimériques.

Elle nous convainc de la justesse de la politique que nous avons adoptée ainsi que de la nécessité d'adopter, à l'ère nucléaire, une nouvelle pensée politique.

Nous sommes pleins d'énergie et bien décidés. Sur la voie de la restructuration, notre pays a déjà fait du chemin. Nous n'en sommes qu'au début, mais des progrès ont déjà été réalisés. En neuf mois, la production industrielle a augmenté de 5,2 p. 100, la productivité du travail s'est accrue de 4,3 p. 100, le revenu national a augmenté par rapport à l'année précédente de 3,7 p. 100. Tous ces indices sont supérieurs à ceux que prévoyait le plan pour cette année. C'est là le meilleur soutien que puisse nous apporter notre peuple, car ces résultats sont tous le fruit de son travail; le meilleur soutien à la politique du parti, c'est le travail.

On le voit, dans des conditions nouvelles, le travail du peuple permet d'accroître plus vite le potentiel économique du pays et, partant, renforce ses capacités de défense.

Le peuple soviétique et ses dirigeants sont unanimes pour penser que la politique socialiste ne peut et ne doit être qu'une politique de paix et de désarmement. Nous ne dévierons pas de la voie tracée par le XXVIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique.

-----

